

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 07 SEPTEMBRE 2017**

CH/RT

**OBJET : N° 2.1 FONCIER –
OCCUPATION DOMAINE PUBLIC – MESURES DE PUBLICITE**

L'an deux mille dix-sept, le sept du mois de septembre à quatorze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents excusés :

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

OBJET : N° 2.1 FONCIER – OCCUPATION DOMAINE PUBLIC – MESURES DE PUBLICITE –

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Dans le cadre des autorisations d'occupation du domaine public accordées aux acteurs exerçant une activité économique, l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2017, impose désormais d'organiser une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence et comportant des mesures de publicité, voire le cas échéant une mise en concurrence, permettant aux candidats potentiels de se manifester.

Par délibération du 3 juillet 2017, le comité syndical a décidé de confier au bureau syndical les modalités de consultation, étant précisé que ces dispositions seront strictement réservées aux opérateurs de réseaux, à l'exclusion de tout autre opérateur économique.

Le SEBA est régulièrement sollicité par ces opérateurs. Notamment, il a reçu récemment une nouvelle demande du Syndicat des Energies de l'Ardèche (SDE 07) pour implanter sous le domaine public syndical, sur la commune de Vogüé, un coffret électrique et un câble souterrain pour alimenter un futur local technique du SEBA.

Le SEBA a consulté la FNCCR sur les modalités de mise en œuvre de l'ordonnance du 19 avril 2017 précitée. La FNCCR préconise la mise en place d'une mesure de publicité afin de préciser a minima les conditions d'attribution des autorisations, le nombre d'autorisations accordées par le SEBA étant « illimité », bien que strictement réservées aux opérateurs réseaux. En outre, la FNCCR précise que la mesure de publicité pourra s'effectuer dès lors qu'une première manifestation d'intérêt se présente, précisant qu'il n'est pas utile de refaire une publicité à chaque nouvelle demande mais plutôt de manière périodique, tous les 4 ou 5 ans par exemple.

Aussi, compte tenu de ces observations et du fait qu'une nouvelle demande a été formulée après le 1^{er} juillet 2017 par un opérateur réseaux, il est proposé de mettre en place une mesure de publicité de la manière suivante :

- Publicité dans deux journaux locaux pour une durée de 5 ans,
- Autorisations accordées strictement aux opérateurs de réseaux secs et humides (eau, assainissement, gaz, électricité, fibre optique...), en aérien, en tréfonds et sur tout support de type coffret, armoires, poteaux et antennes relais, etc...

En outre, il est proposé la mise en place de modalités spécifiques pour l'implantation de ces réseaux :

- Sur tout ou partie du domaine public, dans le respect des équipements syndicaux,
- Engagement de l'opérateur à régler la redevance fixée par le syndicat,
- Engagement de l'opérateur à ne pas perturber les procédures de cession des parties privatives du domaine, en cas de dérivation de conduites hors du domaine public (établissement de servitudes de passage avec les nouveaux propriétaires des délaissés ou autorisation d'occupation du domaine public des collectivités acquéreuses).

Le bureau syndical est appelé à se prononcer sur ces différentes propositions.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL